

Allemagne

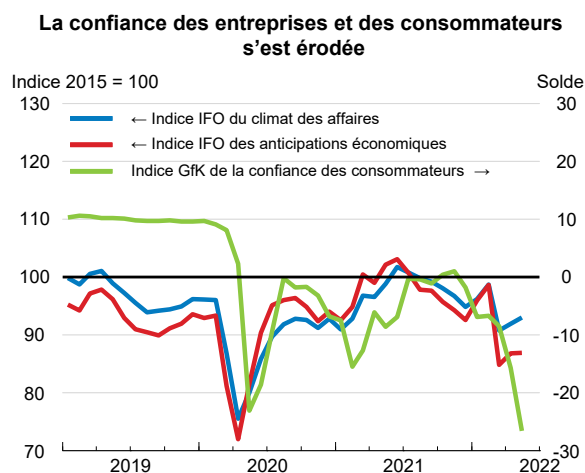
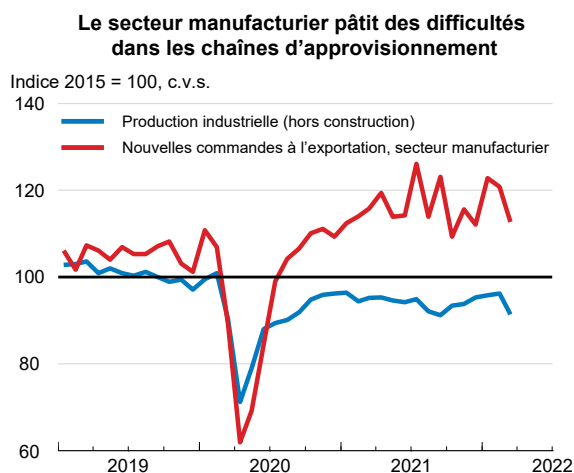
L'économie devrait croître au rythme de 1.9 % en 2022 et de 1.7 % en 2023, la guerre en Ukraine et l'embargo sur le pétrole russe mettant un frein à la reprise. L'inflation en hausse érode le pouvoir d'achat des ménages et modère le rebond de la consommation privée. La confiance des investisseurs et des consommateurs a chuté et les goulets d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement se sont aggravés, reportant à la fin de 2022 le redressement de la production industrielle et des exportations, malgré des carnets de commandes bien remplis. Un arrêt brutal des importations de gaz depuis la Russie ou la prolongation des mesures de confinement en Chine pourraient enrayer à nouveau la reprise.

Il convient de bien cibler les programmes d'aides budgétaires destinées à atténuer les effets des hausses de prix de l'énergie et de l'alimentation sur les ménages et les entreprises vulnérables. Dynamiser les investissements dans les infrastructures et renforcer les procédures et les capacités de planification et d'approbation, en particulier au niveau des communes, permettraient d'accélérer la transformation numérique et la transition énergétique, cruciale pour réduire la dépendance à l'égard des importations d'énergie. Il faudra remédier aux pénuries de main-d'œuvre qualifiée en augmentant l'offre de main-d'œuvre parmi les femmes, les seniors et les individus peu qualifiés, en améliorant la formation professionnelle et la formation des adultes et allégeant les obligations d'autorisations professionnelles pour favoriser les transitions vers les emplois en forte tension. Ces initiatives devront être complétées par des mesures visant à faciliter la reconnaissance des qualifications des migrants et des réfugiés.

Le climat d'incertitude, les difficultés d'approvisionnement et une forte inflation pèsent sur l'économie

Le PIB réel a progressé de 0.2 % au premier trimestre de 2022 (taux trimestriel corrigé des variations saisonnières). En janvier et février, la suppression de certains goulets d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement et des conditions météorologiques clémentes ont induit un rebond du secteur manufacturier et de la construction, de l'investissement privé et des exportations. Les dépenses

Allemagne 1



Source : Refinitiv.

StatLink  <https://stat.link/6xir09>

Allemagne : Demande, production et prix

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Allemagne						
PIB aux prix du marché	3 372.3	1.1	-4.9	2.9	1.9	1.7
Consommation privée	1 753.2	1.6	-6.1	0.3	3.4	1.9
Consommation publique	670.4	3.0	3.5	2.9	-0.1	-0.7
Formation brute de capital fixe	711.6	1.9	-3.0	1.0	3.4	4.5
Demande intérieure finale	3 135.2	2.0	-3.3	1.1	2.6	1.9
Variation des stocks ¹	27.6	-0.1	-0.9	1.1	1.2	0.0
Demande intérieure totale	3 162.8	1.8	-4.2	2.3	3.9	1.9
Exportations de biens et services	1 598.9	1.1	-10.1	9.5	1.4	4.9
Importations de biens et services	1 389.3	2.9	-9.2	9.0	5.4	4.7
Exportations nettes ¹	209.6	-0.7	-1.0	0.7	-1.6	0.2
<i>Pour mémoire</i>						
PIB sans ajustements jours travaillés	3 367.9	1.1	-4.6	2.9	1.8	1.6
Déflateur du PIB	—	2.1	1.6	3.0	6.1	4.4
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	1.4	0.4	3.2	7.2	4.7
IPCH sous-jacent ²	—	1.3	0.7	2.2	4.0	4.4
Taux de chômage (% de la population active)	—	3.2	3.9	3.6	3.1	3.4
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	11.1	16.3	15.9	12.2	10.5
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	1.5	-4.3	-3.8	-3.4	-1.8
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	67.5	79.1	78.0	79.0	78.1
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ³ (% du PIB)	—	58.8	68.9	69.5	70.5	69.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	7.7	6.9	7.6	6.2	6.2

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

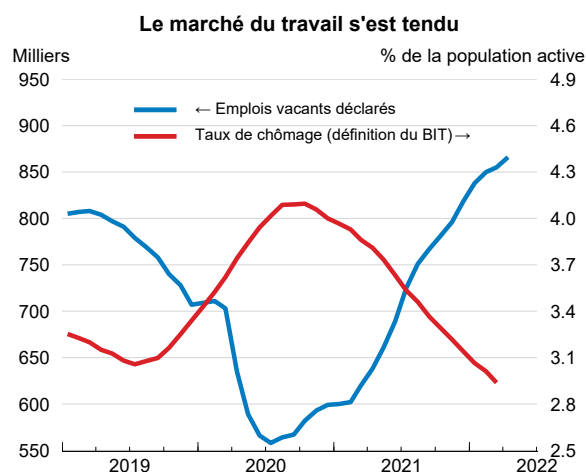
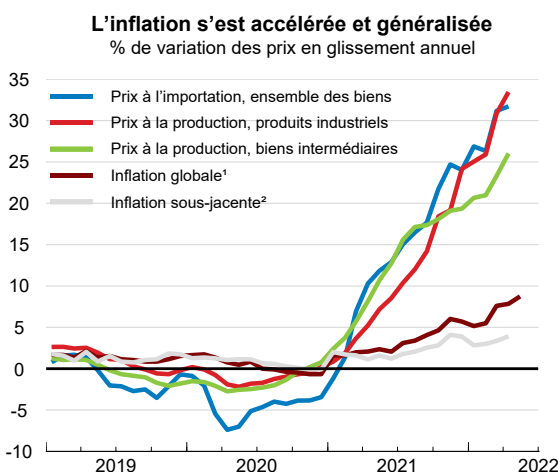
2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors alimentation, énergie, alcool et tabac.

3. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111.

StatLink  <https://stat.link/wthnmr>


Allemagne 2



1. Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH).

2. IPCH hors alimentation, énergie, alcool et tabac.

Source : Refinitiv ; et Destatis (Office fédéral de statistique).

StatLink  <https://stat.link/4i1hxx>

dans le commerce de détail et l'hôtellerie et la restauration ont commencé à se redresser du fait de l'important surplus d'épargne accumulé et de la levée des restrictions sanitaires à compter de mars. Malheureusement, la guerre est venue assombrir ces perspectives favorables. Le niveau élevé de l'inflation et la chute de l'indice de confiance des consommateurs affectent la consommation privée. La recrudescence des incertitudes, la flambée des prix de l'énergie et de nouvelles pénuries de matériaux frappent le secteur manufacturier et la construction, l'investissement privé et les exportations. L'indice IFO du climat des affaires a plongé en mars de plus de 13 %, mais s'est stabilisé en avril et mai. La production industrielle et les exportations de biens ont diminué de respectivement 3.9 % et 3.3 % en mars, en glissement mensuel. En outre, le taux annuel d'inflation globale est passé en mai à 8.7 %, la hausse des prix résultant pour plus de 40 % des composantes hors énergie de l'indice et s'expliquant par la répercussion du niveau élevé des prix à la production, qui ont progressé en avril de 33.5 % en glissement annuel. Les prix dans la distribution de gros ont augmenté en avril de 23.8 % en glissement annuel, et de 2.1 % par rapport à mars de cette année. Avec un taux de croissance de l'emploi de 0.2 %, le marché du travail est resté solide en mars, sur fond d'accentuation des pénuries de main-d'œuvre. Enfin, après une croissance modérée des salaires durant la pandémie, les salaires négociés ont clairement augmenté au premier trimestre de 2022, de 4 % en glissement annuel.

Avant le déclenchement de la guerre en Ukraine, l'Allemagne était fortement tributaire du gaz, du pétrole et du charbon russes, un tiers environ de ses approvisionnements en énergie primaire provenant de Russie. Une diversification rapide de ses fournisseurs d'énergie a abouti à une réduction sensible de la proportion de ses importations énergétiques de Russie, la part du pétrole russe étant passée de 35 % à 12 % et celle du charbon, de 50 % à 8 % à la fin du mois d'avril. Les importations de gaz de Russie n'ont baissé que de 55 % à 35 % des approvisionnements totaux en gaz, plaçant l'Allemagne dans une position de grande vulnérabilité dans l'éventualité d'un arrêt des importations de gaz. Afin de se préparer à un tel scénario, le gouvernement allemand a pris plusieurs mesures, notamment en faisant remplir les réservoirs de stockage, en accélérant la construction de terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL) et en négociant des accords commerciaux avec des exportateurs de GNL. Les mesures visant à accroître les économies d'énergie pourraient encore être améliorées. La part globale de la Russie dans le commerce extérieur de l'Allemagne n'était que de 2.3 % en 2021. Si les importations en provenance de Russie n'ont reculé que de 2.4 % en mars, les exportations vers la Russie ont fortement chuté, de 62 %. Enfin, l'Allemagne a accueilli jusqu'à présent 610 000 réfugiés d'Ukraine (0.7 % de sa population), soit le nombre de réfugiés le plus important de tous les pays non voisins.

La politique budgétaire face à de nouveaux défis

Le déficit budgétaire sous-jacent restera supérieur à son niveau d'avant la pandémie. Les dispositifs de soutien adoptés dans le cadre de la pandémie, notamment le chômage partiel et les aides aux entreprises, doivent être levés d'ici la fin juin, mais de nouvelles mesures visant à atténuer la flambée des prix de l'énergie figurent dans le budget rectificatif pour 2022 (qui prévoit un montant de dépenses supplémentaires de 39 milliards EUR, soit 1.1 % du PIB). Au nombre des mesures programmées, on peut citer la suppression, définitive, de la surtaxe prélevée au titre du soutien aux énergies renouvelables à partir de juillet, la baisse, pendant trois mois, des taxes sur les carburants, l'augmentation de la subvention aux trajets domicile-travail, les subventions aux transports publics ainsi que plusieurs transferts monétaires ponctuels et allègements de l'impôt sur le revenu au profit des ménages. Si certaines de ces mesures sont bien ciblées sur les ménages vulnérables, d'autres entraînent, au bénéfice de l'ensemble des ménages, des décaissements considérables de ressources publiques limitées, réduisant ainsi les incitations à économiser l'énergie et à diminuer les émissions de carbone. L'État fournit également des aides de trésorerie aux entreprises durement touchées par la guerre en Ukraine, sous forme de garanties de prêts, de lignes de crédit, de subventions énergétiques et de fonds propres. Il est primordial que ces programmes

soient bien ciblés et continuent d'inciter fortement à des redéploiements de capital et de main-d'œuvre vers les secteurs en pleine expansion et en proie à des pénuries croissantes de main-d'œuvre. Enfin, une enveloppe de dépenses sociales supplémentaires, de 4 milliards EUR (0.1 % du PIB), est prévue pour gérer l'arrivée des réfugiés d'Ukraine.

Afin de tenir ses objectifs climatiques ambitieux, le gouvernement compte investir quelque 200 milliards EUR d'ici 2026, les incitations fiscales destinées à attirer les investissements privés occupant une place prépondérante à cet égard. Il envisage par ailleurs d'augmenter sensiblement ses dépenses militaires de 100 milliards EUR au cours des prochaines années en vue de moderniser l'équipement militaire. La majorité de ces investissements financés par l'emprunt seront menés sur la base de budgets fictifs, ce qui signifie que les dépenses correspondantes ne seront pas soumises à la règle du frein à l'endettement, laquelle sera réinstaurée à partir de 2023. Pour l'heure, on ne dispose pas de plans de dépenses précis au titre de ces budgets fictifs, mais il est probable que les contraintes de capacité dans le secteur de la construction et la longueur et la complexité des procédures de planification et d'approbation ralentiront le décaissement des fonds cette année.

La guerre en Ukraine entrave la reprise

La recrudescence des incertitudes, la flambée des prix de l'énergie et de nouvelles pénuries de matériaux liées aux mesures de confinement en Chine vont affecter le secteur manufacturier et freiner l'investissement privé et les exportations malgré des carnets de commandes bien remplis, repoussant de ce fait l'accélération de la reprise au second semestre de cette année. L'assouplissement des mesures d'endiguement et l'existence d'un surplus d'épargne accumulé aboutiront à une reprise plus soutenue de l'activité dans les services. Cela étant, la perte de confiance des consommateurs du fait de la guerre, et la hausse des taux d'inflation vont modérer le redressement de la consommation privée. La politique budgétaire continuera à soutenir l'activité. L'inflation restera élevée à cause des difficultés d'approvisionnement et de prix à la production en hausse, qui seront répercutés sur les consommateurs au cours des prochains mois. Les prix de l'énergie continueront de grimper en 2023 en raison de l'embargo sur le pétrole russe. La dépréciation de l'euro et l'accentuation des pénuries de main-d'œuvre ajouteront aux tensions inflationnistes. Les salaires vont nettement progresser du fait de la revalorisation du salaire minimum, qui passera en octobre prochain de 48 % à 60 % du salaire médian, et des pressions exercées par les syndicats pour préserver le pouvoir d'achat des travailleurs.

Un risque sérieux de divergence à la baisse par rapport aux projections tient à l'arrêt possible des importations de gaz depuis la Russie, qui affecterait l'économie au travers du renchérissement des importations, d'un climat de plus grande incertitude et du rationnement direct du gaz. Une aggravation de la pandémie en Chine pourrait exacerber les difficultés d'approvisionnement. En revanche, les investisseurs et les consommateurs pourraient renouer avec la confiance si la guerre s'achevait plus tôt que prévu ou si la substitution aux importations d'énergie depuis la Russie s'opérait plus rapidement. Une accélération des rentrées fiscales, sous l'effet de la forte inflation et des remboursements des aides aux entreprises accordés pendant la pandémie, pourrait permettre de dégager des marges de manœuvre budgétaires supplémentaires pour des investissements publics.

Développer les énergies renouvelables pour renforcer la sécurité énergétique

Pour développer l'offre d'énergies renouvelables, il est fondamental de continuer à accélérer les procédures de planification et d'approbation, par ailleurs complexes, au niveau des communes et des *Länder*. La montée en régime de la transformation numérique de l'économie requiert d'investir davantage dans l'infrastructure numérique, de moderniser plus rapidement l'État et de mieux coordonner l'action publique et les procédures administratives entre les différents niveaux d'administration. Augmenter

l'efficience de la dépense publique par un recours efficace aux examens de dépenses, réduire les subventions et exonérations fiscales régressives et dommageables pour l'environnement et améliorer le respect des obligations fiscales sont autant de mesures qui permettraient de dégager des ressources supplémentaires pour les investissements publics qui s'imposent. Afin de remédier aux pénuries de main-d'œuvre qui s'accroissent et risquent, en outre, de faire échouer l'investissement privé et public dans les énergies renouvelables, il faudra relever le taux d'activité des femmes, des personnes peu qualifiées et des seniors en proposant des incitations fiscales appropriées et en renforçant les politiques de formation professionnelle et de formation des adultes. Enfin, il sera également essentiel de dynamiser l'immigration qualifiée et de faciliter l'insertion des réfugiés ukrainiens sur le marché du travail, notamment en améliorant l'offre de services de garde d'enfants.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/62d0ca31-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Allemagne », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/c922f325-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.